

# BARO GRAPHE

PAYS DE LORIENT

## Estimation du PIB

### France

La reprise économique est timide. L'OFCE prévoit +0,9% pour 2010

## Chômage partiel

### Zone d'emploi

Chômage toujours en hausse. En décembre 2009, il atteint 10%.

## Création d'entreprises

### Pays de Lorient

Forte croissance (+ 45%) tirée par le statut d'auto-entrepreneur.

## Chiffre d'affaires

### Pays de Lorient

Baisse du chiffre d'affaires global au premier trimestre (-2,9%).

## SOMMAIRE

## Démographie

### Les migrations quotidiennes

2

L'observation montre que l'on travaille souvent hors de sa commune mais que l'on y est majoritairement scolarisé.

## Population

### Revenus

5

Les revenus des ménages sont en hausse. L'écart avec le niveau national se réduit.

## Emploi formation

### Niveaux de diplôme

7

Les niveaux de diplôme progressent rapidement. La jeune génération et les femmes y sont pour beaucoup.

## L'éco-électricité

10

Résultats d'une étude sur l'intérêt des professionnels pour l'efficacité énergétique et les énergies renouvelables.

## Aménagement

### L'eau

18

Les Ateliers du SCoT : une série de réflexions sur les enjeux liés à l'eau, notamment dans les PLU.

» Actualité des entreprises ..... page 12

» Conjoncture ..... page 14

Le barographe se fixe pour objectif de décrire le développement du Pays de Lorient, en s'appuyant sur des études thématiques dont la juxtaposition donne un plein sens aux réalités du territoire.

Si les évolutions démographiques sont généralement abordées en premier lieu sous leur angle quantitatif (quel territoire a vu sa population croître ? Combien d'habitants supplémentaires accueille-t-on ?), elles se regardent dans un deuxième temps sous l'angle qualitatif pour éclairer, nuancer, expliquer l'angle quantitatif. L'analyse qualitative nécessite une connaissance "terrain" du tissu local et un recoupement de différentes sources. C'est ainsi que le suivi de l'évolution de la structure de la population active et des niveaux de diplômés des habitants de notre territoire, permettent, entre autres, d'expliquer l'évolution notable des revenus des ménages sur une commune.

La somme des études ponctuelles vient ainsi dessiner le tableau, la réalité du territoire.

Ce regard croisé en matière d'observation est également nécessaire en matière d'aménagement du territoire.

Le développement de l'urbanisation, à l'heure des politiques de développement durable, n'est plus envisageable sous un seul angle. Le travail préalable à la réalisation des projets urbains fait appel à des compétences variées : urbanistes, architectes, paysagistes, économistes, techniciens réseaux, etc. Ce travail multi-compétences interviendra tout au long de la mise en œuvre des projets urbains : élaboration des plans locaux d'urbanisme, orientations d'aménagements, permis d'aménager, permis de construire.

Le barographe relaye ainsi les échanges intervenus dans les ateliers mis en place par le Syndicat mixte du SCoT qui s'organisent autour de cette philosophie d'échanges et d'apports croisés. Il s'agit d'y partager les connaissances des uns et des autres sur les différentes composantes de l'aménagement tels l'intégration de la nature en milieu urbain, la gestion de l'eau sur le territoire, les formes urbaines à réaliser, les problématiques de déplacements ou les cadres réglementaires.



» Compte-rendu d'étude

*Les besoins en zones d'activités*

Au moment d'élaborer un schéma directeur des zones d'activités, de nombreuses questions se posent : Quels sont les différents besoins ?

Pour qui ? Combien ? Où ?

AudéLor a réalisé une enquête afin d'analyser la demande.



» Voir les conclusions Page 20

Barographe N° 14  
juin 2010

ISSN : en cours

Tirage : 1000 exemplaires

Directeur de la publication : Philippe Leblancher

Rédaction : AudéLor 02 97 88 22 50

Adaptation textes : eTrema 02 96 29 35 75

Design graphique : Alyzès 02 97 21 81 10

Impression : Ouest Imprimerie



## ZONE D'EMPLOI DE LORIENT

# Les déplacements des actifs et des scolaires

➤ 114 000 actifs et 64 000 élèves circulent quotidiennement au départ ou à destination des communes du territoire. L'observation de ces déplacements montre que lieu d'emploi et lieu de résidence sont souvent dissociés, tandis que les élèves sont majoritairement scolarisés sur leur commune de résidence.

INSEE

→ Source des données de l'enquête

La zone d'emploi de Lorient compte 102 000 emplois et 104 000 actifs occupés y résident. Ces actifs auxquels, s'ajoutent 10 200 personnes extérieures à la zone d'emploi, travaillent majoritairement (53%) dans le cœur d'agglomération.

HORS ZONE

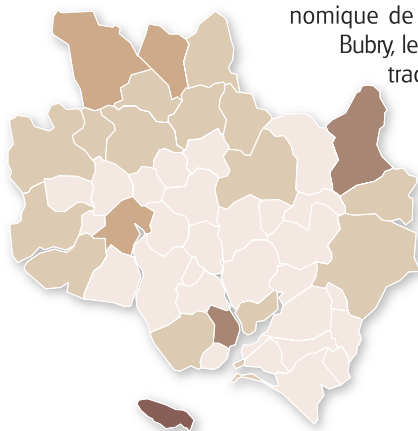
# 10 200

ACTIFS

10200 personnes résidant hors de la zone d'emploi y travaillent

## 62% des actifs travaillent hors de leur commune

La part des actifs travaillant sur leur commune de résidence (38%) est comparable aux moyennes nationale (37%), régionale (39%) et départementale (38%). La concordance entre lieu d'emploi et lieu de résidence est évidemment beaucoup plus forte dans l'île de Groix (81%). Elle est également élevée sur Lorient (62%) et Quimperlé (55%), chacune de ces communes étant le principal pôle économique de son secteur. Plus surprenant, à Bubry, le taux atteint 61% : les agriculteurs, traditionnellement proches de leur activité, et les indépendants y sont surreprésentés, tandis que deux tiers des employés travaillent sur la commune.



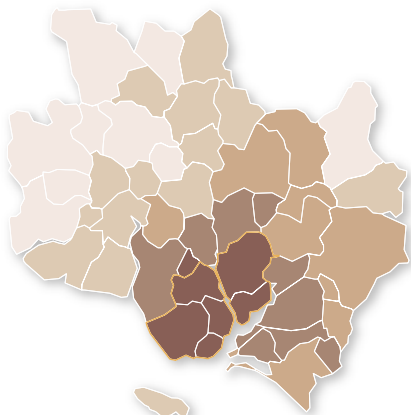
Part des actifs travaillant sur leur commune de résidence

Source : RP 2006.  
Données détaillées Mobilités.

- moins de 32%
- de 32% à 44%
- de 44% à 56%
- de 56% à 68%
- plus de 68%

### Quelques communes concentrent l'activité

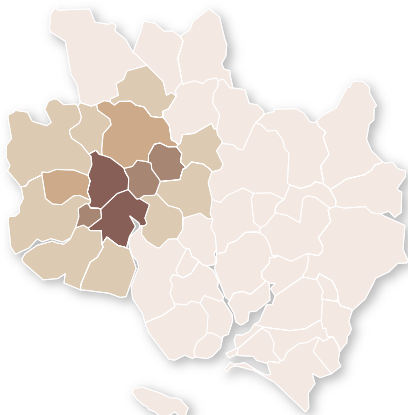
Les actifs qui travaillent sur une autre commune de la zone d'emploi se rendent principalement (pour plus de 2/3) sur les principaux pôles d'emplois : Lorient (34,2%), Caudan (9,0%), Quimperlé (8,9%), Lanester (8,8%), Plœmeur (6,8%). L'unité urbaine de Lorient et Caudan forme un pôle de plus de 55 000 emplois. L'ensemble Quimperlé-Mellac (où se situe la principale zone d'activité du secteur) regroupe 7 800 emplois environ. Les périmètres de recrutement de l'un et de l'autre se distinguent assez nettement avec un chevauchement au niveau d'Arzano et de Rédéné.



**Part des actifs travaillant sur le cœur d'agglomération**

Source : RP 2006. Données détaillées Mobilités.

- moins de 10%
- de 10% à 25%
- de 25% à 40%
- de 40% à 55%
- plus de 55%



**Part des actifs travaillant sur Quimperlé-Mellac**

Source : RP 2006. Données détaillées Mobilités.

- moins de 10%
- de 10% à 25%
- de 25% à 40%
- de 40% à 55%
- plus de 55%

Pour les 12 000 actifs qui travaillent hors de la zone d'emploi de Lorient, les principales destinations sont les zones d'emploi de Quimper (22%), Auray (18,2%), Vannes (14%) et Pontivy-Loudéac (12,8%). Il s'agit essentiellement d'habitants des communes situées en limite des zones d'emploi voisines.

Les 10 200 actifs résidant hors de la zone d'emploi viennent des zones d'emploi d'Auray pour 28%, Quimper pour 25% et Pontivy-Loudéac pour 16%. Environ 55% d'entre eux se rendent sur le cœur d'agglomération.

### Le véhicule individuel largement majoritaire

Les véhicules individuels sont très largement les plus utilisés par les actifs se déplaçant vers leur lieu de travail : ils sont 81% à l'utiliser, contre seulement 5% en transports collectifs, 4% en deux-roues, 6% à pieds, 4% n'ayant pas de déplacement à effectuer. Les catégories socioprofessionnelles influent les modes de déplacement : les agriculteurs exploitants ne sont que 38% à se rendre au travail en voiture, 24% se déplaçant à pieds et 36% n'ayant pas à se déplacer. Les indépendants utilisent également moins la voiture (77%) car ils sont 15% à ne pas avoir à se déplacer, 5% se rendant au travail à pied. Employés et ouvriers sont les plus gros utilisateurs de transports collectifs (7% et 6%), les ouvriers utilisant aussi beaucoup les deux roues (6%). L'offre de transports collectifs sur Cap l'Orient bénéficie à une part des actifs. Ils sont davantage utilisés au départ des communes de Lorient et Lanester (8,7% et 7,9%), mais surtout par les actifs de la rive gauche de la rade (Locmiquélic : 14,7% ; Gâvres : 14,3% ; Port-Louis : 13,6% ; Rianteac : 6,5%) et Groix (9,4%). Ils sont également davantage utilisés par les personnes travaillant sur Larmor-Plage (7,7%), Lorient (7,3%), Hennebont (6,2%) et Lanester (5,6%).

#### BATEAU BUS

# 15%

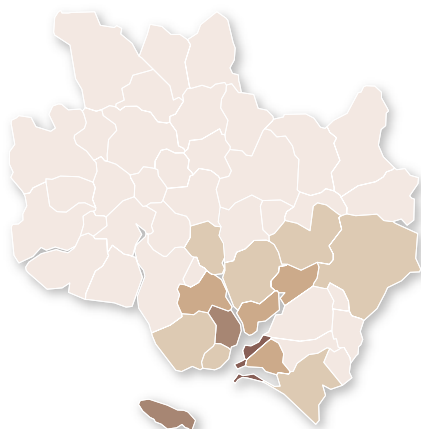
15% des actifs des communes desservis par le bateau bus utilisent un transport collectif pour se rendre sur leur lieu de travail.



**Part des actifs se déplaçant en transport collectif**

Source : RP 2006. Données détaillées Mobilités.

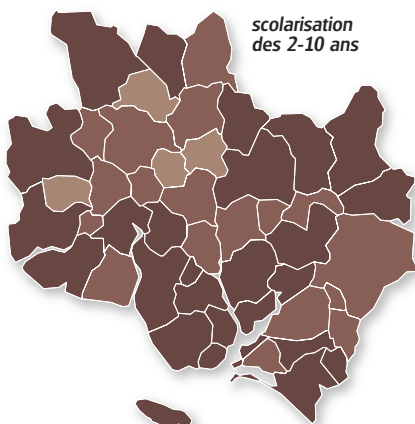
- moins de 2%
- de 2% à 4%
- de 4% à 8%
- de 8% à 12%
- plus de 12%



L'âge ne joue que peu sur le mode de déplacement utilisé : seuls les jeunes actifs (15 à 24 ans) se distinguent. Les 15-19 ans utilisent beaucoup plus les transports collectifs et les deux roues (19% et 23%), tandis que les 20-24 ans ont une utilisation supérieure à la moyenne des transports collectifs et de la marche (12% et 8%).

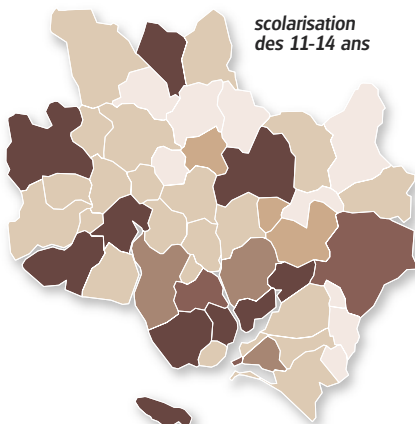
**Les déplacements scolaires croissent avec l'âge**

*scolarisation des 2-10 ans*

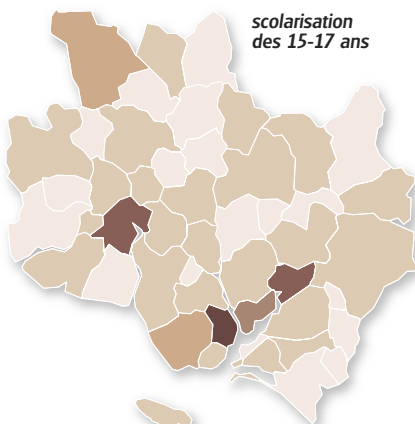


Un peu plus de 38 000 élèves (63%) sont scolarisés sur leur commune de résidence. Ce taux est de 86% à 88% pour les élèves de 2 à 10 ans. Il chute ensuite fortement dans les communes rurales, moins équipées en établissement du second degré. Les 15-24 ans qui étudient hors de la zone d'emploi se rendent principalement à Vannes (33%), Quimper (15%), Pontivy (11%) et Rennes (10%).

*scolarisation des 11-14 ans*



*scolarisation des 15-17 ans*



**Taux de scolarisation sur la commune**

Source : RP 2006. Données détaillées Mobilités.

- 0%
- moins de 20%
- de 20% à 40%
- de 40% à 60%
- de 60% à 80%
- plus de 80%



**Deux définitions**

**Cœur d'agglomération :** ce terme désigne ici l'unité urbaine de Lorient (Lorient, Lanester, Plœmeur, Quéven, Larmor-Plage) et Caudan.

**Indépendants :** sont ici désignés comme indépendants les artisans, commerçants et chefs d'entreprise.

## PAYS DE LORIENT

# Progression des revenus vers la moyenne nationale



Les revenus des ménages du Pays de Lorient progressent année après année. En moyenne, ils restent inférieurs au revenu moyen national mais l'écart se réduit régulièrement depuis 2000. Par ailleurs, on observe de fortes disparités entre les communes du territoire.

## 21 193 €

→ Le revenu fiscal annuel moyen des ménages du Pays de Lorient

## En progression régulière depuis 2000

Entre 2000 et 2005, le revenu moyen des ménages du Pays de Lorient a augmenté de 2,95% par an, contre 2,52% à l'échelle nationale. L'écart avec la moyenne nationale, toujours nettement supérieure, s'est donc réduit. Par contre, l'écart avec les moyennes départementale et régionale s'est accentué, puisqu'elles ont enregistré dans le même temps des progressions respectives de 3,28% et 3,08% par an.

L'évolution 2006-2007 se monte à +4,4%. Une nette progression qui permet au territoire de continuer à réduire l'écart avec le niveau national, mais également avec les niveaux du département et de la région.

La part des foyers imposés se monte à 53,5%, contre 52,2% l'année précédente. Elle se situe à mi-chemin entre la part morbihannaise (53,2%) et la part régionale (53,9%).

	2003	2004	2005	2006 <sup>1</sup>	2007
France	16 441	16 827	17 165	21 930	22 708
Bretagne	15 560	15 931	16 283	20 827	21 469
Morbihan	15 354	15 681	16 059	20 487	21 188
Pays de Lorient	15 235	15 526	15 917	20 302	21 193
Évolution annuelle	+1%	+2%	+3%	N.S.	+4%

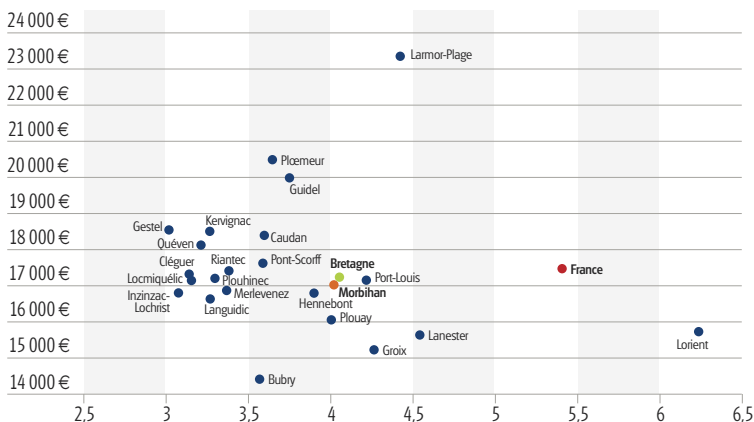
**Évolution comparée du revenu fiscal moyen**

Source : Direction Générale des Impôts

<sup>1</sup> La réforme fiscale de 2006 ne permet pas de comparer 2006 aux années précédentes

## Les hauts revenus en proche périphérie

Les revenus les plus élevés se situent historiquement dans les communes littorales de la première couronne d'agglomération. Principale explication : la surreprésentation des cadres, avec des salaires nets horaires moyens de 23 à 26 €. Le rapport interdécile, qui mesure les inégalités de revenus, est presque partout très inférieur à la moyenne nationale (5,41). Comme dans l'ensemble de la Bretagne, l'écart entre les plus aisés et les plus modestes est relativement resserré au Pays de Lorient, signe d'une certaine homogénéité des revenus.



### ÉVOLUTION COMPARÉE DU REVENU FISCAL MOYEN

**Revenu médian par UC et rapport interdéciles des communes du Pays de Lorient**

Source : Insee - Revenus fiscaux localisés 2007  
Les communes de 50 ménages à moins de 2 000 habitants ne sont pas représentées (secret statistique).

### REVENU MOYEN

# +4,4%

Le revenu moyen des ménages a augmenté de 4,4% entre 2006 et 2007.

## Progression marquée en seconde couronne

La nouveauté vient des communes de seconde couronne (Guidel, Gestel, Kervignac...) où le revenu moyen a progressé. Leurs populations ont fortement augmenté ces dernières années du fait du développement urbain sur le modèle de la maison individuelle. Les nouveaux accédants à la propriété sont souvent des couples dont les deux membres sont salariés, un double revenu expliquant la progression de ces communes. Par ailleurs, la part des revenus issus de l'activité (traitements et salaires) y est très supérieure à la moyenne du Pays de Lorient (65,9%) : 77,7% à Kervignac, 75,2% à Gestel, 71,9% à Guidel. A contrario, les communes à forte proportion de personnes vivant seules (Lorient) ont logiquement des revenus moyens plus faibles. La structure du parc de logement, avec un grand nombre de logements locatifs sociaux étant un autre élément explicatif.

### Evolution de la moyenne des revenus des communes de 2006 à 2007

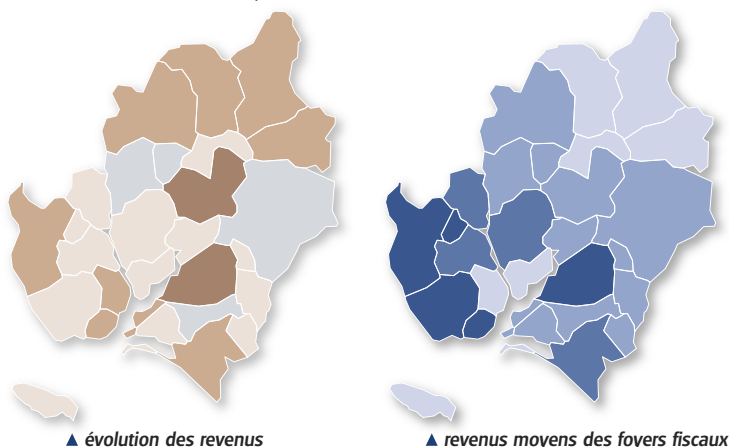
Source : DGI

- négative
- moins de 4%
- de 4% à 10%
- plus de 10%

### Revenus moyens des foyers fiscaux en 2007

Source : DGI

- inférieur à 19 000 €
- 19 000 € à 22 000 €
- 22 000 € à 25 000 €
- supérieur à 25 000 €



▲ évolution des revenus

▲ revenus moyens des foyers fiscaux

### Quelques clés

**Unité de consommation (UC)** : Il est nécessaire de pondérer la mesure du niveau de vie pour tenir compte des économies d'échelle liées à la taille des ménages. L'échelle de l'OCDE retient la pondération suivante : 1 UC pour le premier adulte ; 0,5 UC par personne supplémentaire de 14 ans ou plus ; 0,3 UC par enfant de moins de 14 ans.

**Revenu médian** : Le revenu médian partage les ménages en deux parties égales : ceux dont le revenu lui est inférieur ou égal, et ceux dont le revenu lui est supérieur. En France métropolitaine en 2007, il s'établissait à 17 497 €.

**Rapport interdécile** : Il met en évidence les écarts de revenus en faisant le rapport entre la tranche de 10% des plus hauts revenus et la tranche de 10% des plus bas revenus.

## PAYS DE LORIENT

# Élévation importante du niveau de formation

➤ Les niveaux de diplôme du Pays de Lorient progressent rapidement, et cette tendance s'accélère avec les nouvelles générations qui rattrapent et dépassent les chiffres nationaux au niveau Bac et plus. Ce mouvement vers le haut doit beaucoup aux femmes, largement majoritaires dans le supérieur même si elles restent sous-représentées dans les fonctions d'encadrement.

### infos

→ Toutes les données sont extraites du recensement général de la population 2006 de l'Insee.

### De plus en plus de diplômés

La part des habitants du Pays de Lorient sortis du système scolaire et titulaires d'un diplôme supérieur ou égal au Baccalauréat est passée de 27,8% en 1999 à 35,2% en 2006. Soit une progression de 7,4 points en 8 ans. Le niveau de diplôme reste localement en deçà du niveau français (37,2%), mais la nouvelle génération rattrape et commence à devancer la moyenne française : 54,8% des 15 à 29 ans du Pays de Lorient sortis du système scolaire détiennent le bac ou un diplôme supérieur contre 54,7% en France. Cette élévation du niveau, marquée par une forte progression des Bac+2 (41%), va de pair avec une redistribution des catégories socio-professionnelles. Les cadres sont passés de 8,9% à 11,5% et les professions intermédiaires de 22,6% à 25,4%. Le niveau de diplôme influence clairement le classement professionnel puisque 90% des titulaires d'un diplôme de 2<sup>e</sup> et 3<sup>e</sup> cycle en France deviennent cadres ou professions intermédiaires dans les 5 ans<sup>1</sup>.

<sup>1</sup> Art. Florence Mottot.  
Le diplôme est-il une illusion ?  
dans Sciences Humaines,  
grands dossiers n°4, 2006

### Une préférence pour les formations courtes

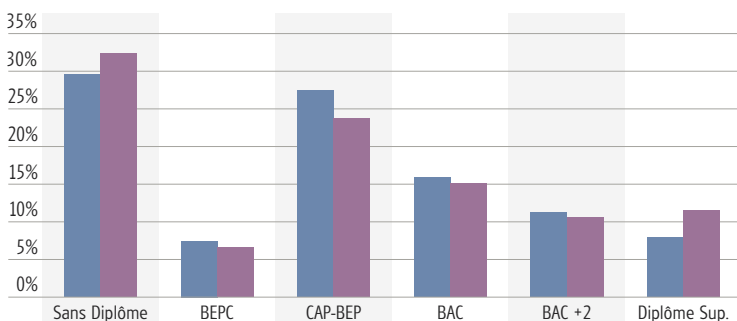
Sur l'ensemble de la population sortie du système scolaire, le Pays de Lorient s'oriente davantage vers des diplômes technologiques et professionnels de type BEP/CAP, DUT, BTS ou Bac pro. Pour les niveaux inférieurs au Bac, les élèves se dirigent vers les CAP et BEP (27,6% contre 23,8% en France) plutôt que de sortir du système scolaire sans diplôme (29,6% contre 32,5%).

Au niveau Bac les étudiants du Pays de Lorient s'orientent davantage vers un bac technologique ou professionnel (51,2%) que la moyenne nationale (47,6%). De même, dans l'enseignement supérieur, ils choisissent davantage les DUT et BTS.

### Niveaux de formation en 2006

Source : INSEE RP 2006

■ Pays de Lorient  
■ France

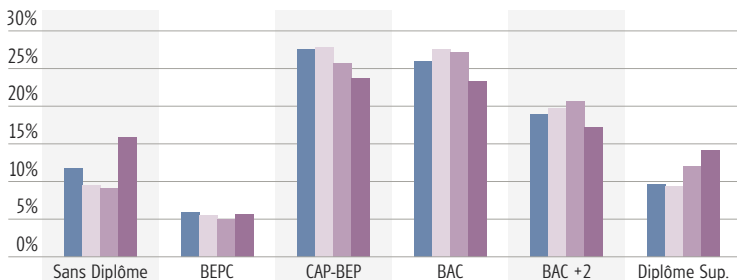


La tendance à la professionnalisation s'accroît avec la dernière génération sortie de l'école (15-29 ans). Parmi les détenteurs du bac, 69,8% possèdent un bac professionnel ou technologique quand en France ce taux atteint 65,6%. Comparée à la moyenne française, la part des CAP/BEP est localement supérieure de 4 points, les détenteurs d'un Bac+2 étant également plus nombreux (+2 points).

### Niveaux de diplôme comparés en 2006 tranche 15 à 29 ans

Source : INSEE RP 2006

■ Pays de Lorient  
■ Morbihan  
■ Bretagne  
■ France



### PROGRESSION

# +7,4%

### BAC OU PLUS

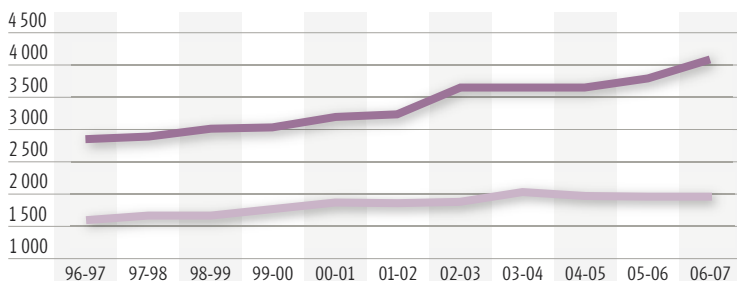
Entre 1999 et 2006, la part des habitants titulaires d'un diplôme égal ou supérieur au baccalauréat a progressé de 7,4%.

## L'influence positive de l'UBS

La population du Pays de Lorient est plus diplômée au niveau Bac et Bac+2 que la moyenne française mais un peu moins que la moyenne bretonne. Le Pays de Lorient, avec la nouvelle génération (15-29 ans), commence à dépasser le niveau morbihannais en termes de diplômes supérieurs. On note d'ailleurs une forte évolution des effectifs en formation supérieure à Lorient avec la création de l'Université de Bretagne Sud en 1995 (sur trois sites : Lorient, Vannes et Pontivy). La prédilection bretonne pour les diplômes supérieurs technologiques et professionnels est pertinente puisqu'il apparaît, statistiquement, que les diplômés du supérieur sont davantage prémunis contre le chômage. Celui-ci touche un peu plus les diplômés de deuxième et troisième cycle (en début de carrière) que les Bac+2.

### Évolution des effectifs en formation supérieure à Lorient

■ UBS  
■ Autre



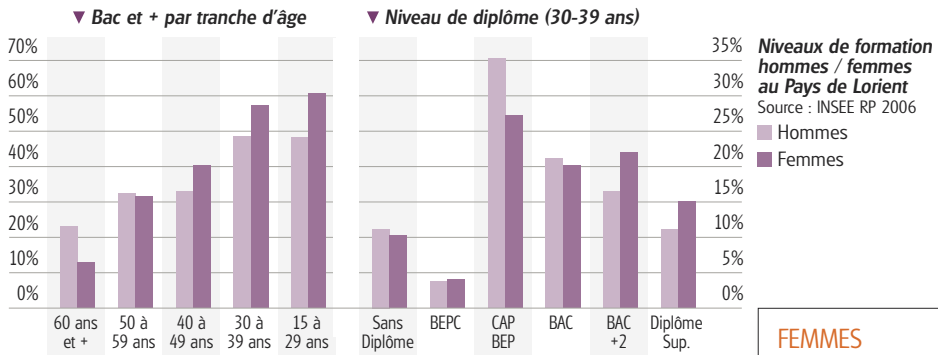
## Diplôme : avantage aux jeunes femmes

Sur l'ensemble de la population, les femmes apparaissent moins diplômées que les hommes. Mais cette lecture globale cache de grandes variations entre les générations. Car si les femmes de 60 ans et plus sont bien moins diplômées que les hommes (63,2% n'ont aucun diplôme contre 46,9% pour les hommes), elles sont aujourd'hui davantage diplômées dans le supérieur.





Ainsi les femmes du Pays de Lorient de 30 à 39 ans sont un peu plus de 37% à détenir un diplôme de l'enseignement supérieur (22,1% de Bac +2 et 15,2% au delà) contre 27% pour les hommes.



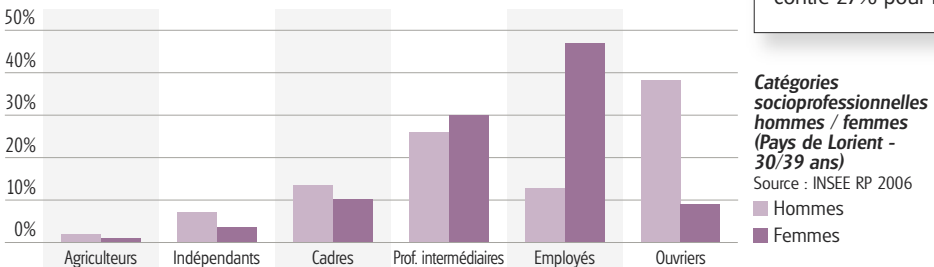
### FEMMES

# 37%

Plus de 37% des femmes du Pays de Lorient de 30 à 39 ans sont diplômées de l'enseignement supérieur contre 27% pour les hommes.

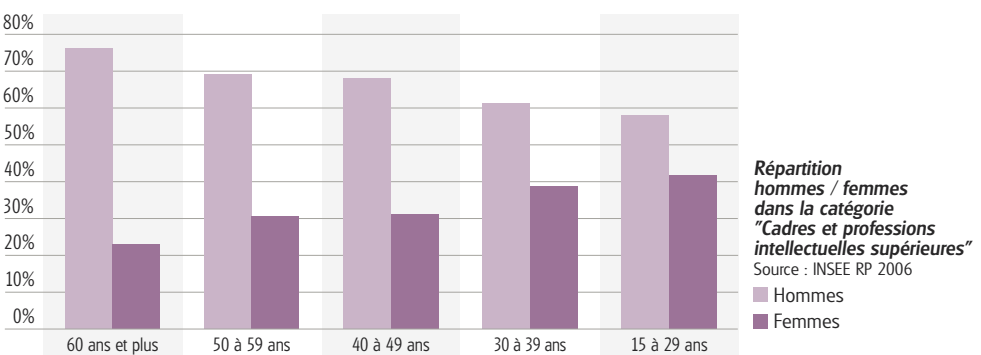
## Emploi : l'inégalité demeure

Alors que 15% des femmes de 30 à 39 ans ont un diplôme supérieur à Bac +2, elles ne sont que 10% à être cadres dans la même tranche d'âge. Elles sont moins représentées dans les fonctions d'encadrement que les hommes, pourtant moins diplômés du supérieur. En revanche, elles sont plus représentées que les hommes dans les professions intermédiaires.



## Mais ça bouge dans le bon sens

Si l'augmentation du niveau d'instruction des femmes ne se traduit pas par une égalité dans l'emploi, il leur a tout de même permis de combler une partie de leur retard. Si on compare la tranche des 60 ans et plus avec celle des 30-39 ans, le nombre de femmes cadres a doublé, passant de 23,2% à 41,6%. Les jeunes femmes sont donc plus instruites et mieux représentées dans les fonctions d'encadrement.



### Définitions

**Sans Diplôme** : pas de scolarité + scolarité primaire et collège + certificat d'études primaires

**BEPC** : BEPC, brevet élémentaire, brevet des collèges

**CAP / BEP** : certificat d'aptitudes professionnelles, brevet des compagnons, brevet d'études professionnelles

**BAC** : baccalauréat général, brevet supérieur + bac technologique ou professionnel, brevet professionnel ou de technicien, BE, BEI, BEH, Capacité en droit

**BAC +2** : dip. universitaire (1<sup>er</sup> cycle), BTS, DUT, dip. des professions sociales ou de santé, d'infirmier(ère)

**Diplôme supérieur** : dip. universitaire (2<sup>e</sup> et 3<sup>e</sup> cycle), dip. d'ingénieur, d'une grande école, doctorat...

## ZONE D'EMPLOI DE LORIENT

# Oui à un complément de formation

➤ Le lycée professionnel de Port-Louis s'est interrogé sur la pertinence d'une nouvelle formation dans le domaine de l'efficacité énergétique et des énergies renouvelables. Pour répondre à cette question, AudéLor a mené une étude sur l'intérêt des professionnels de la branche électricité pour ces domaines d'activités. Résultats concluants, si bien que l'ouverture de cette formation a été validée.

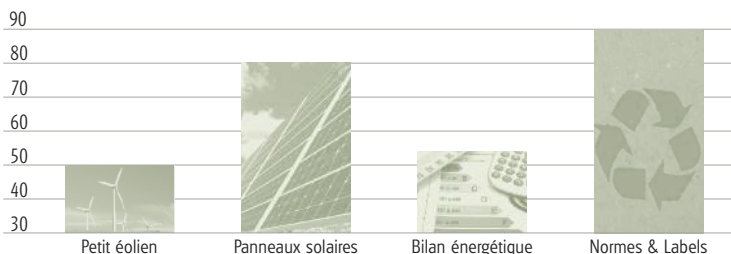
### + d'infos

→ Présentation du lycée professionnel Julien Crozet et détails sur les formations sur [www.lp-jcrozet-port-louis.ac-rennes.fr](http://www.lp-jcrozet-port-louis.ac-rennes.fr)

## Un intérêt marqué pour les normes

Le secteur d'activité de l'habitat/tertiaire étant prédominant chez les professionnels interviewés, les principaux centres d'intérêt concernent l'électricité chez les particuliers. D'où l'expression d'un intérêt marqué pour les aspects réglementaires, l'information technique relative aux installations photovoltaïques, le pilotage des consommations électriques et le chauffage.

Principaux centres d'intérêt  
Total des opinions positives  
Source : Enquête AudéLor

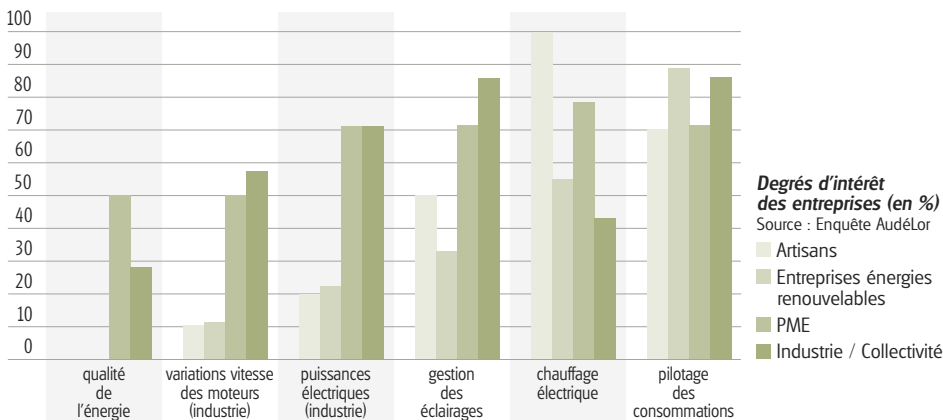


## Solaire, éolien, économies d'énergie

L'idée d'un marché porteur du photovoltaïque moyennant conseils, suivi et SAV emporte plus de 3/4 des opinions. Quant au petit éolien, la moitié des professionnels pensent que c'est une solution accessible aux particuliers, mais ils sont 1/3 à mettre en avant les inconvénients de la pollution visuelle, acoustique ou par les ondes. La majorité est d'accord avec l'assertion qu'un "technicien qualifié doit être capable de réaliser un bilan énergétique, proposer et mettre en œuvre des solutions d'économies d'énergie", mais 22% estiment qu'un technicien met en œuvre les solutions qui sont étudiées et proposées par des ingénieurs de bureaux d'études.

### L'optimisation des consommations

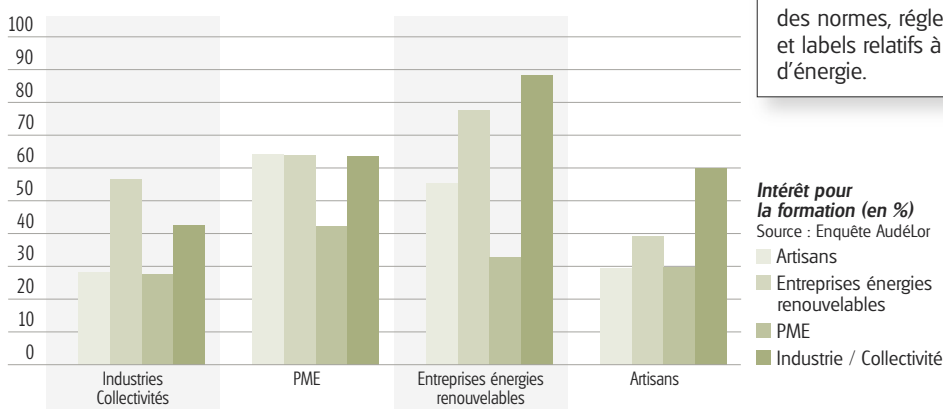
Le pilotage des consommations intéresse 80% des interviewés. Près des trois quarts, notamment les artisans, portent de l'intérêt à la gestion du chauffage électrique. La gestion des éclairages est un poste privilégié (60% des électriciens) dans le secteur tertiaire et dans les commerces, tels que les grands magasins. Sur la population concernée par l'électricité dans l'industrie, le diagnostic "énergie électrique" des installations industrielles a recueilli une adhésion quasi unanime.



### Un atout pour l'électricien

Ce sont les artisans, les entreprises spécialisées et les PME qui se montrent les plus sensibilisés aux besoins de formation à l'efficacité énergétique et aux énergies renouvelables. Dans leur ensemble, les professionnels perçoivent ce complément de formation comme un atout permettant d'accéder au métier d'électricien de terrain, avec une gamme élargie d'interventions et des possibilités d'évolution dans le métier.

L'intérêt des professionnels pour la formation se manifeste notamment par leur disposition à accueillir des stagiaires et à envisager des recrutements futurs malgré la conjoncture économique difficile du moment.



### ÉCONOMIE D'ÉNERGIE

# 90%

### INTÉRESSÉS

90% des professionnels sondés sont favorables à une meilleure connaissance des normes, réglementations et labels relatifs à l'économie d'énergie.

### Cadre de l'étude et résultats

Le lycée professionnel Julien Crozet de Port-Louis envisageait la création d'une formation sur la maîtrise de la consommation énergétique et les énergies renouvelables, en complément à ses autres enseignements aux métiers de l'électricité (bac pro). L'enquête a été menée en novembre 2009 auprès de 100 entreprises de la zone d'emploi de Lorient (artisans électriciens, PME, spécialistes des énergies renouvelables, industriels et collectivités). Les conclusions positives de l'étude et les observations des professionnels ont permis d'affiner le programme de formation et ses contenus. La Formation Complémentaire d'Initiative Locale (FCIL) intitulée "Eco-élec : Installateur Conseil en Energie Electrique et Renouvelable" a été validée par l'Éducation Nationale pour la prochaine rentrée 2010-2011. La première session accueillera une quinzaine d'élèves.

FÉVRIER 10

● **Locaux d'activités de JP Dick** LORIENT  
Locataire du bâtiment du Défi depuis 8 ans, JP Dick localise son activité sur le Nautic de Keroman. Les travaux ont débuté sur un terrain de 3 200 m<sup>2</sup>, le bâtiment comprend des bureaux, des espaces commerciaux et un atelier.

● **FC Lorient** LORIENT  
Les Merlus gagnent en notoriété. Selon une étude réalisée par un organisme indépendant, 324 sujets télévisés leur ont été consacrés au 2<sup>nd</sup> semestre 2009 contre 198 sur le 2<sup>nd</sup> semestre 2008. Aujourd'hui, le FCL compte 120 salariés et a un chiffre d'affaires de 30 millions d'euros.

● **Timolor Leroux et Lotz** LORIENT  
Cette entreprise lorientaise de 212 salariés vient d'ouvrir une filiale à Cherbourg en plus des agences à St Nazaire et Brest. Spécialisée dans la construction navale, elle est également partie prenante du projet d'éoliennes en pleine mer portée par Blue H.

● **Immeuble Pen Men** LORIENT  
Olivier Quéré va ouvrir 2 boutiques de surf (Oxbow et Quicksilver) de 300 m<sup>2</sup> au total dans l'immeuble Pen Men où 2 autres commerces sont ou vont s'installer (Evason Surf et Uship).

### Fonderie de Bretagne (SBFM)

Le groupe Renault va débloquer 2,7 millions d'euros d'investissement pour les travaux prévus en sablerie, ligne principale de production. Aujourd'hui, l'usine compte 492 salariés.

● **Pech'alu** INZINZAC-LOCHRIST  
L'entreprise de 40 salariés a un carnet de commandes bien rempli et environ 2 ans de travail d'avance. Elle intervient dans la construction navale et dans les pontons et appointements flottants.

● **Volvo Ocean race** LORIENT  
Lorient accueillera 2 escales de la Volvo Ocean Race (ex Whitbread) en juin 2012 et en 2015. Il s'agit de la plus grande course au large autour du monde en équipage. Depuis 2001 (La Rochelle) elle n'avait plus fait escale en France.

### Crédit agricole

Après une forte baisse au 1<sup>er</sup> semestre 2009 (-30%), les prêts immobiliers du Crédit Agricole de Lorient ont connu un rebond. Finalement sur l'ensemble de l'année, la baisse n'est plus que de -3%.

● **Restavy** PLOUAY  
L'extension de la zone Restavy 4 réalisée par la communauté de communes a été inaugurée. 3 ha supplémentaires ont été aménagés pour un montant de 600 000 euros. Ils viennent compléter les 35 ha déjà occupés.

### Socalys LANGUIDIC

Une grève sur les conditions de travail a été organisée à l'appel de la CFDT et de la CGT dans cette entreprise d'abattage, de découpe et de conditionnement de volaille qui emploie 400 personnes. Elle a été reprise par le groupe Gastronomes en juin 2008.

● **Poulain et Fils** HENNEBONT  
Cette entreprise de charcuterie-traiteur (24 salariés, 2,2 millions de CA) vient de s'implanter dans de nouveaux locaux sur la zone de Kerandré. Le marché du mariage représente 35% à 40% du chiffre d'affaires.

● **Minerve** QUÉVEN  
Cette entreprise spécialisée dans les conserves et bocaux de pousses de soja et de marrons emploie 55 personnes à Quéven (production) et 45 à Quimperlé (étiquetage et expédition). Elle réalise 7% de son chiffre d'affaires à l'export.

● **Billie Marine** HENNEBONT  
Le Chantier naval de la zone du Ty Mor a ouvert un port à sec à proximité du Blavet. Outre la fonction d'entrepôt, la sécurité et l'entretien du bateau sont assurés.

● **STX** LANESTER  
Le Conseil Général du Finistère n'a pas retenu STX pour construire le ferry qui desservira Ouessant. C'est le chantier Piriou de Concarneau qui a été choisi. Ce chantier représentait 60 000 heures de travail soit l'équivalent d'un tiers de l'activité annuelle.

● **Artisanat du Bâtiment** FRANCE  
Au 1<sup>er</sup> trimestre 2010, l'activité de l'artisanat du bâtiment a baissé de 6% par rapport à 2009. Les maçons sont les plus touchés avec la baisse de la construction neuve (-10,5%). Le marché de la rénovation est moins touché (-2,5%).

### Ateliers Normand LORIENT

Cette entreprise de mécanique marine (25 salariés) a été rachetée par Piriou le chantier naval de Concarneau. Placés en redressement judiciaire en 2007, les ateliers Normand en étaient sortis en février 2009.

MARS 10

AVRIL 10

AVRIL 10

● **Centre de gériatrie** HENNEBONT  
*La construction du centre de gériatrie à Kerlivio va démarrer dans les prochains mois. Cela correspond à un chantier de construction de 29 millions d'euros.*

● **Salon des multicoques** LORIENT  
*12 000 visiteurs (professionnels ou particuliers) ont fréquenté le salon des multicoques organisé à Lorient. Ils sont venus du Venezuela, de Nouvelle Calédonie, du Brésil, d'Argentine, des Etats-Unis et bien sûr de toute l'Europe.*

● **Port de pêche** LORIENT  
*Les tonnages vendus à la criée au 1er trimestre 2010 (7 000 tonnes) sont en hausse de 23% par rapport au 1er trimestre 2009. Toutefois, le prix moyen a baissé de 8,5%.*

● **Krustanord** LORIENT  
*Cette filiale de Pescanova, spécialisée dans la cuisson de crevettes, va construire une nouvelle usine à Lorient afin de doubler sa production (passage à 9 000 tonnes par an). L'investissement est de 10 millions d'euros. Elle emploie aujourd'hui 40 personnes.*

● **Thalasso** LARMOR-PLAGE  
*Cap l'Orient a signé une promesse de vente d'un terrain de 4,2 ha à Bouwfonds Marignan Immobilier pour la construction d'un complexe de thalassothérapie. Situé à Kerguelen, il comprendra un centre de soins (250 curistes par jour), un hôtel 4 étoiles (190 chambres) et 80 villas balnéaires. 70 emplois seront créés à l'ouverture du complexe annoncée pour le printemps 2014.*

● **Green sails** LORIENT  
*Cette petite entreprise installée sur le pôle course au large recycle les voiles des plaisanciers ou des coureurs pour fabriquer des sacs et des objets déco. La clientèle se développe et peut acheter directement sur internet ou à l'atelier.*

● **La Flore** LORIENT  
*Le sous-marin Flore, retiré du service actif en 1989, a été transformé en musée et pourra être visité à partir du 1<sup>er</sup> mai.*

● **DCNS** LORIENT-LANESTER  
*La frégate Aquitaine a été mise à l'eau le 29 avril et inaugurée en présence du président de la République le 4 mai. La création de 60 emplois a été annoncée.*

● **Intentions d'embauche** PAYS DE LORIENT  
*Une enquête réalisée par le CREDOC pour Pôle Emploi recense 6299 projets d'embauche pour 2010 dans le Pays de Lorient. Ce chiffre le place en 3<sup>e</sup> position en Bretagne, derrière les bassins de Rennes et de Brest.*

● **Cité de La Voile** LORIENT  
*Pour sa 2<sup>ème</sup> année, la cité de la voile a reçu près de 98 000 visiteurs, un chiffre comparable à celui de l'an passé (100 000).*

● **Halieutis** LORIENT  
*Le spécialiste du poisson surgelé vient de recevoir un trophée du développement durable pour sa nouvelle gamme « Lulu le merlu ». Au lieu d'être transformés en farine de poisson, les surplus de merlus lorientais seront commercialisés en filière courte, notamment vers la restauration scolaire.*

● **Jeunes en insertion** PAYS DE LORIENT  
*Le nombre de jeunes suivis par la Mission Locale a augmenté de 5% en 2009. Ils sont moins nombreux (-11%) à être sortis du dispositif pour avoir trouvé un emploi (-34% pour les CDI).*

● **Utilisation des TIC** MORBIHAN  
*Selon une enquête de la CCI, 36% des commerces et services du Morbihan ne possèdent pas de matériel informatique et la moitié d'entre eux ne sont pas connectés à internet.*

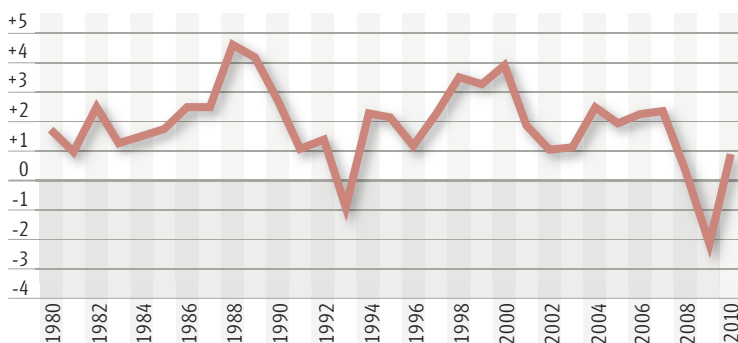
● **MCS** MORBIHAN CHAUFFAGE SANITAIRE - LANESTER  
*La coopérative d'artisans ouvre des nouveaux locaux (1300 m<sup>2</sup> destinés au stockage) dans la zone de Kerpont. Elle permet de mutualiser la comptabilité, le service après vente et les formations, et emploie aujourd'hui 45 salariés.*

● **Cessations d'activité** MORBIHAN  
*Un artisan sur cinq (1900 sur le département) prévoit de cesser son activité dans les 5 ans. La Chambre des métiers développe des actions d'information pour favoriser les reprises d'activité.*

MAI 10

## France

→ Une reprise timide en 2010

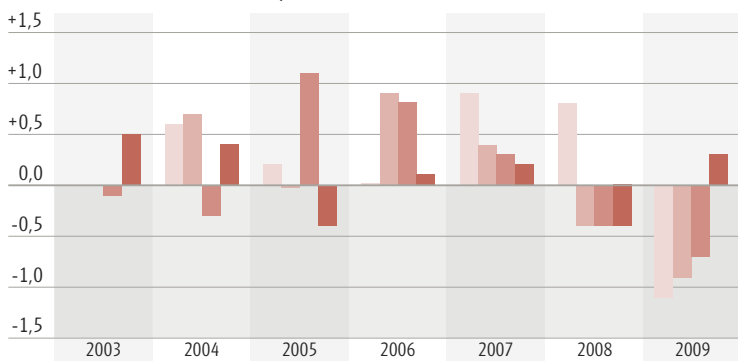


**Évolution du PIB en France depuis 1980**  
Source : INSEE  
Prévision OFCE pour 2010

Après avoir connu en 2009 la plus forte baisse du PIB depuis 40 ans, la croissance attendue pour 2010 est limitée. La reprise économique est timide (+0,9%) et on ne peut pas encore parler de sortie de crise.

## Bretagne

→ Une forte baisse de l'emploi en 2009



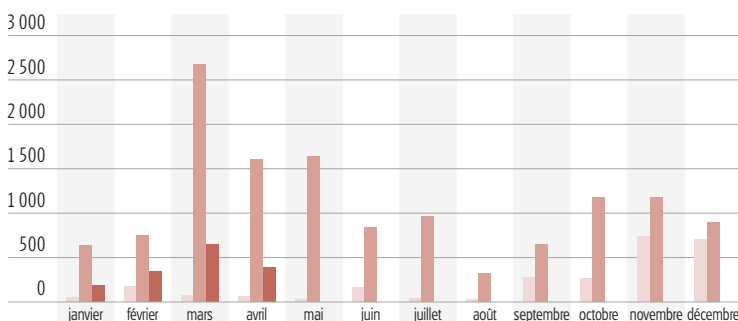
**Évolution trimestrielle de l'emploi salarié privé (en %)**  
Source : INSEE

- 1<sup>er</sup> trimestre
- 2<sup>ème</sup> trimestre
- 3<sup>ème</sup> trimestre
- 4<sup>ème</sup> trimestre

En Bretagne, l'emploi dans les secteurs marchands diminue de -2,4% en 2009 malgré une croissance au dernier trimestre. La baisse est beaucoup plus sévère qu'en 2008 (-0,4%).

## Morbihan

→ Près de 400 personnes en chômage partiel



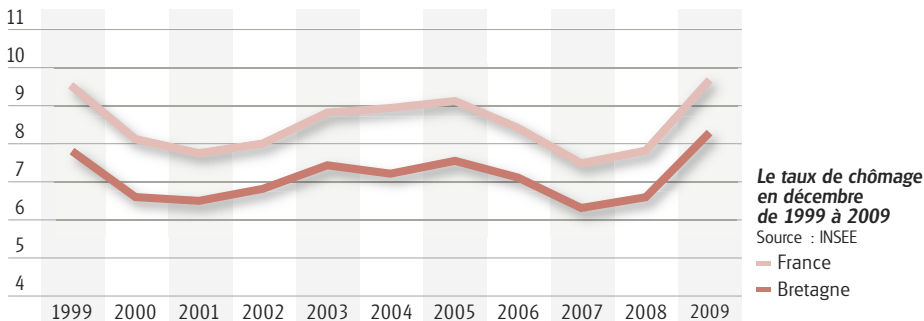
**Effectifs concernés par le chômage partiel dans le Morbihan**  
Source : DRTEFP

- 2008
- 2009
- 2010

Outre les pertes d'emplois, la détérioration de la situation économique se traduit par des situations de chômage partiel. Ainsi, 379 personnes sont en chômage partiel en avril 2010 dans le Morbihan. Le chiffre est cependant nettement moins élevé que sur la période de mars à mai 2009 où 1 500 personnes étaient concernées. Il reste supérieur aux niveaux antérieurs à la crise (moins de 100 personnes).

## France et Bretagne

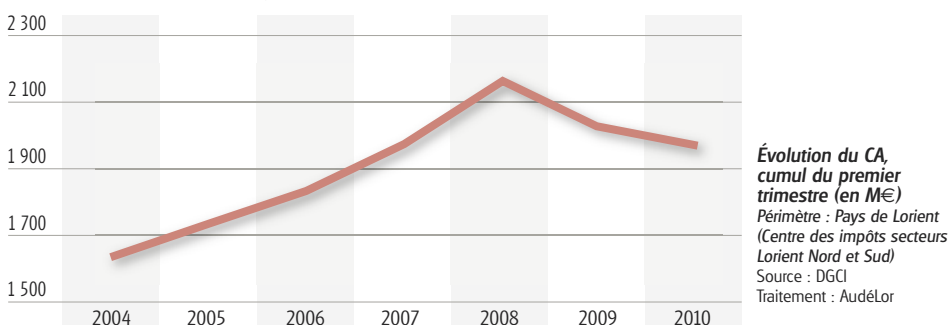
→ Le taux de chômage monte fortement



En 2009, la baisse du PIB a entraîné suppressions d'emplois et hausse du taux de chômage. En mars 2010, la croissance du nombre de demandeurs d'emploi (cat A) est un peu plus forte en Bretagne (+10,4% en 1 an et +38,2% en 2 ans) qu'au niveau national (+9,9% en 1 an et +34,3% en 2 ans). Mais le taux de chômage breton (8,2% fin 09) reste sensiblement inférieur à la moyenne française (9,6%). Les taux atteints en décembre 2009 dépassent ceux d'il y a 10 ans.

## Pays de Lorient

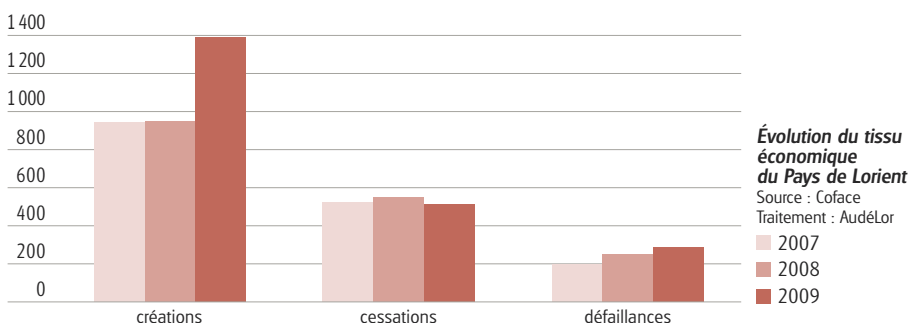
→ Un chiffre d'affaires toujours en baisse



Au 1<sup>er</sup> trimestre 2010, la diminution du volume global d'activités se poursuit. Par rapport au 1<sup>er</sup> trimestre 2009, le chiffre d'affaires baisse de -2,9%. Ce chiffre est toutefois moins mauvais que l'an dernier où la baisse en glissement annuel était de -5,7%. La baisse d'activité affecte surtout la construction, le transport ou les services aux entreprises. Le commerce de détail régresse légèrement (-1,7%) alors qu'il résistait l'an passé (+1%). Les industries agroalimentaires enregistrent, elles, une progression.

## Pays de Lorient

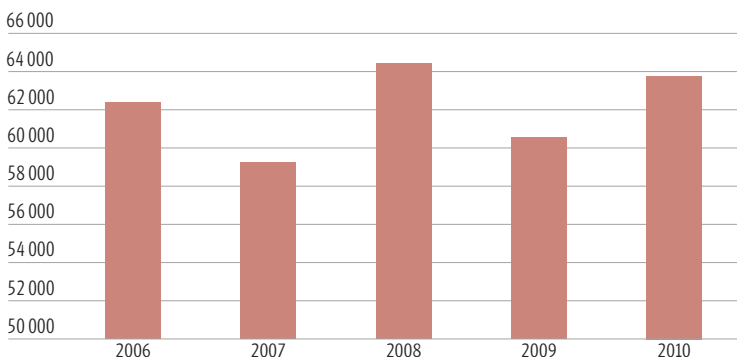
→ Entreprises : défaillances et créations en hausse



Les défaillances d'entreprise sont en augmentation dans le pays de Lorient en 2008 (+26%) comme en 2009 (+14%). Il y a eu 290 défaillances en 2009. Encouragées par le statut d'auto-entrepreneur, les créations d'entreprises enregistrent aussi une forte croissance (+45%).

## Pays de Lorient

→ Un bon 1<sup>er</sup> trimestre 2010 pour le tourisme

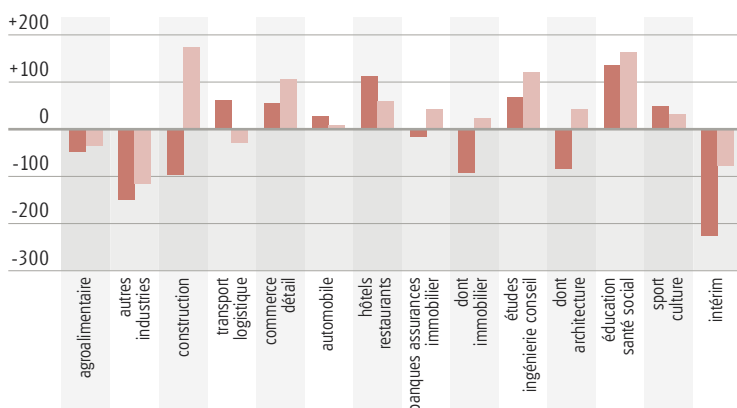


**Nuitées dans les hôtels du Pays de Lorient au 1<sup>er</sup> trimestre**  
Source : INSEE, DGCS, Réseau MORGOAT : module hôtellerie - 2006 à 2010

*Le tourisme dans le Pays de Lorient reste, jusqu'à présent, à l'abri de la crise économique. Au 1<sup>er</sup> trimestre 2010, le nombre de nuitées est même en hausse. Il dépasse 63 700 soit une augmentation de 5,2% par rapport à 2009. La fréquentation des hôtels rejoint presque celle atteinte au 1<sup>er</sup> trimestre 2008.*

## Pays de Lorient

→ 2008 : bâtiment et intérim sont les plus touchés

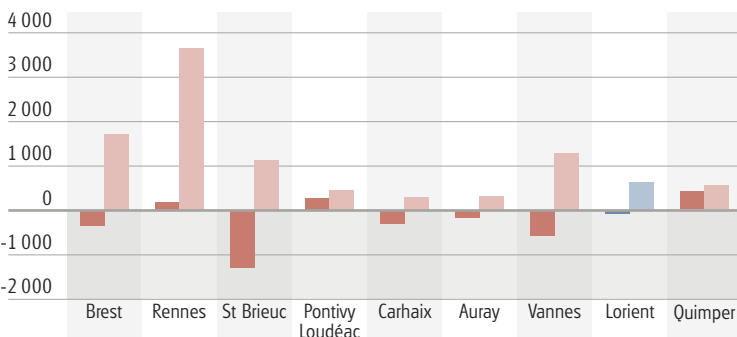


**Emploi salarié privé : 2008 comparé à la moyenne 2000-2007**  
Source : Assedic  
Traitement : AudéLor  
■ évolution 2008  
■ évolution annuelle 00-07

*En 2008, le nombre d'emplois salariés a légèrement diminué dans la zone d'emploi de Lorient alors que l'on progressait en moyenne de 650 emplois par an de 2000 à 2007. Trois secteurs sont particulièrement touchés : la construction, pourtant 1<sup>er</sup> secteur créateur d'emplois de 2000 à 2007 ; les activités immobilières et l'architecture ; l'intérim, dont la baisse est beaucoup plus forte que sur la période 2000-2007.*

## Zone d'emploi de Lorient

→ 2008 : une dégradation relativement faible



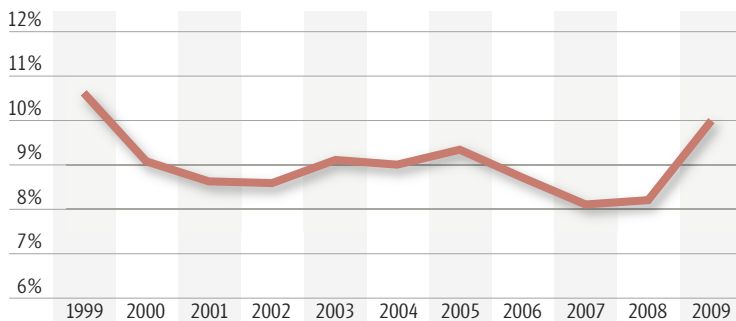
**L'emploi salarié privé en 2008 dans différentes zones d'emploi bretonnes**  
Source : Assedic  
Traitement : AudéLor  
■ évolution 2008  
■ évolution annuelle 00-07

*En 2008, l'impact de la crise économique sur l'emploi salarié privé a été nettement plus faible dans la zone d'emploi de Lorient (-0,1%) que celui subi à Vannes (-1,2%), Auray (-1,0%), Carhaix (-2,6%) ou St Brieuc (-2,3%). Dans ces zones d'emploi, la dégradation de l'emploi est entraînée par des chutes particulièrement fortes de l'intérim.*



## Zone d'emploi de Lorient

→ Le chômage local atteint les 10 %

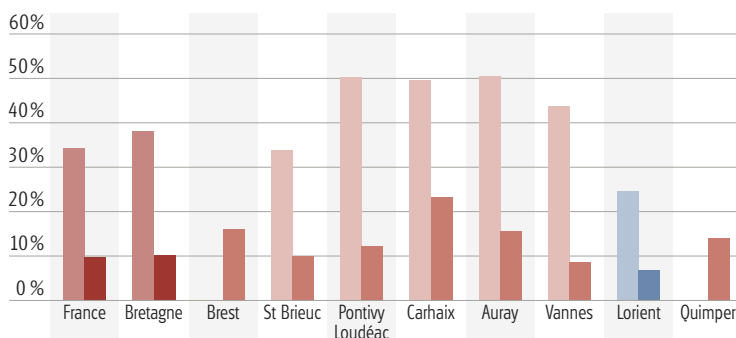


Taux de chômage dans la zone d'emploi de Lorient au 4<sup>ème</sup> trimestre  
Source : INSEE

Comme partout, le taux de chômage est à la hausse dans la zone d'emploi de Lorient. En décembre 2009, il atteint 10,0% soit une hausse de 1,8 point en un an. Il est sensiblement supérieur à la moyenne bretonne (8,2%) et proche de la moyenne nationale (9,6%). Le taux de chômage local se rapproche de celui enregistré il y a dix ans, loin du point le plus bas (8,1%) atteint fin 2007.

## Zone d'emploi de Lorient

→ Chômage : hausse moins forte en 2009

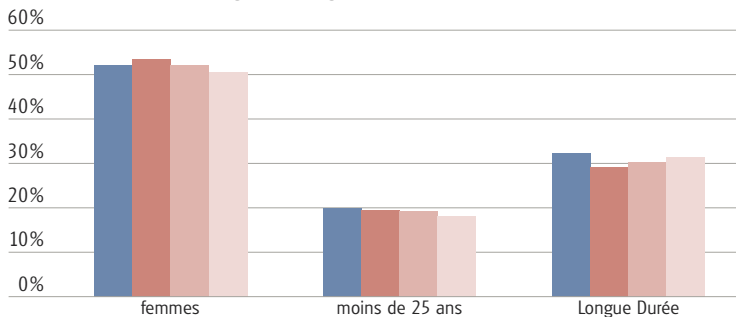


Évolution annuelle du chômage (cat. A) en mars 2010  
Source : Pole emploi (Quimper, Brest et St Brieuc : données de février)  
■ sur 1 an  
■ sur 2 ans

En mars 2010, dans la zone d'emploi de Lorient, 10 991 personnes sont demandeurs d'emploi (de cat. A, sans aucune activité). Sur un an, leur nombre augmente de 7%, soit + 713 personnes. La dégradation est moins aiguë que l'an dernier (+16,7%). En 2 ans, la hausse cumulée atteint 2 181 personnes, soit +24,7%. Pour l'ensemble des catégories "avec actes positifs de recherche d'emploi" (A, B et C), on atteint 17 489 demandeurs d'emploi.

## Zone d'emploi de Lorient

→ La durée du chômage s'allonge



Caractéristique de la demande d'emploi (cat. A, B et C) en mars 2010  
Source : DDTEFP du Morbihan

■ ZE Lorient  
■ Morbihan  
■ Bretagne  
■ France

Dans la zone d'emploi de Lorient, le chômage est plus féminin (51,5%) qu'en moyenne française. La part des femmes dans le chômage diminue (53% il y a 1 an). Elles sont employées majoritairement dans le tertiaire, moins touché par la crise que la construction ou l'industrie. La part des jeunes (15,8%) est comparable à celle observée en Bretagne et en France. À tous ces échelons, la part des jeunes s'est stabilisée après une augmentation en 2009. Le chômage est de plus longue durée (36% de chômeurs d'un an et plus) qu'en Bretagne (33,4%) et qu'en France (34,7%). Il a fortement augmenté depuis un an (30% en mars 2009 dans la zone de Lorient).

## SCOT DU PAYS DE LORIENT

# Intégrer l'eau dans les aménagement et les PLU

➤ Le SCoT (schéma de cohérence territoriale), adopté en décembre 2006, fait de l'eau un élément structurant et une ressource vitale du territoire. L'objectif principal est de promouvoir l'eau comme élément majeur de réflexion des projets d'aménagement. AudéLor se fixe pour but d'accompagner les communes dans la prise en compte des enjeux liés à l'eau lors de l'élaboration de leur PLU (plan local d'urbanisme).

### + d'infos

→ Sur notre site : AudéLor › Le développement  
› Le Schéma de Cohérence Territoriale

## Un capital essentiel du territoire

L'eau est un élément déterminant de la géographie du Pays de Lorient. Elle a modelé les sites fondateurs de son identité : la Rade, les vallées du Scorff, du Blavet, de la Laïta, la rivière d'Étel, la Petite Mer de Gâvres, les grandes vasières et marais littoraux. Et elle est partout présente sous forme d'un réseau hydrographique secondaire très dense de cours d'eau et de zones humides. Le SCoT a mis en avant le caractère essentiel de l'eau pour notre territoire : c'est un capital économique, par l'importance des activités liées à l'eau ; un capital environnemental, avec des milieux aquatiques qui fondent la richesse écologique ; un capital social, par le rôle essentiel de l'eau dans les paysages et le cadre de vie.

## Des réflexions en trois temps

La valorisation des cours d'eau et des zones humides, la préservation des milieux aquatiques, la lutte contre les pollutions et les inondations, etc., vont entraîner des actions et des aménagements spécifiques qui participeront au devenir du territoire. AudéLor, maître d'œuvre du SCoT, a engagé une série de réflexions en trois temps suite aux premiers travaux précurseurs réalisés sur un territoire intercommunal de Port-Louis, Locmiquélic, Riantec à l'été 2009. Une expérience est en cours à Plouhinec afin d'intégrer la question de l'eau dans le PLU. Cet exercice sera répété dans d'autres communes. Des ateliers techniques sur le thème de l'eau permettront de sensibiliser élus et techniciens à travers différentes expériences. Enfin, un guide sera élaboré à partir des résultats des exercices d'intégration dans les PLU et des réflexions issues des ateliers.

## Les premières expériences

En s'appuyant sur l'expérience menée à Port-Louis, Locmiquélic et Riantec, une démarche expérimentale sur la relation de l'eau et de l'aménagement a été engagée sur la commune de Plouhinec (cf. encadré). La révision du PLU est l'opportunité de déterminer comment la question de l'eau peut s'intégrer dans le PLU à travers toutes les pièces qui le compose. Au fur et à mesure de l'avancée de l'exercice, on constate que cette question, et notamment celle des eaux pluviales, intéresse de nombreux acteurs (SAGE, DDTM, élus, bureaux d'études,...) et soulève de nombreuses interrogations.

## Les ateliers du SCoT

Les Ateliers du SCoT ont débuté en 2010. L'atelier N°1 "L'eau pluviale au cœur des PLU" s'est déroulé le 28 janvier avec la participation de nombreux acteurs : SAGE, DDTM, MISE 56, Services techniques des communes, DGAET, Bureaux d'études... La gestion des eaux pluviales comprend la gestion des risques d'inondation, de saturation des réseaux, de pollution des milieux aquatiques aussi bien que la qualité des opérations d'aménagement. L'atelier a été l'occasion de faire un point "réglementaire" sur le cadre qui s'applique aux PLU avec, en particulier, les dispositions réglementaires en termes de zonage d'assainissement des eaux pluviales et de schéma directeur d'assainissement des eaux pluviales, ainsi que les préconisations du SCoT et du SAGE Blavet. Des expériences alternatives ont été présentées, qui prennent en compte la maîtrise de la ressource : réutilisation des eaux pluviales, mise en œuvre d'équipements économes, campagne de sensibilisation... Par ailleurs, la valorisation des paysages a été évoquée : frange urbaine, entrée de ville, la prise en compte de l'eau comme facteur qualitatif majeur et valorisant les espaces publics. D'autres ateliers du SCoT sur le thème de l'eau suivront. Ils inviteront les élus à visiter des expériences d'autres territoires, afin de se confronter à différentes démarches et échelles de projet.



## L'élaboration d'un guide pratique

À l'issue des différentes expériences et ateliers, la rédaction d'un guide permettra de proposer une approche de l'eau respectueuse de l'environnement, intégrée dans les documents d'urbanisme. L'eau est un élément constitutif du territoire et doit trouver une véritable place dans nos modes de vies : lisibilité du réseau "eau pluviale" en surface, aspect qualitatif des espaces publics à valoriser, etc...

### L'expérience de Plouhinec autour de 3 axes

- 1 Un état des lieux communal qui s'appuie sur la connaissance de la géographie et de la géomorphologie : les approches historiques, topographiques et géologiques permettent d'identifier finement le réseau hydrographique, son cheminement naturel, sa capacité à gérer les eaux quantitativement et qualitativement ainsi que les capacités d'infiltration des sols.
- 2 Une analyse des secteurs urbanisés et donc imperméabilisés, à partir de repérages sur le terrain et d'un recueil d'informations. : comment l'eau est-elle gérée aujourd'hui (réseaux enterrés et aériens...) ? Comment peut-elle contribuer à la qualité des espaces et à l'intégration de la nature en ville (trame verte et bleue, continuités piétonnes...) dans les quartiers existants et futurs ? L'enjeu est de tirer parti de l'environnement naturel pour intégrer les projets futurs, qui privilégient un aménagement paysager contribuant à la qualité du cadre de vie (noues, bassins d'orage multifonctionnels...) à des ouvrages techniques artificiels. Pour ce faire, des orientations d'aménagement dont l'eau est l'élément structurant et fédérateur sont proposées.
- 3 Un cahier de recommandations architecturales urbaines et paysagères, catalogue pratique illustrant une palette d'outils utilisables : profil de cheminements alliant voies douces et voies d'eau, matériaux ou végétaux contribuant à la qualité et l'identité des paysages, méthode de calcul de coefficient d'imperméabilisation...

## PAYS DE LORIENT

# Les besoins en zones d'activités

➤ Au moment d'élaborer un schéma directeur des zones d'activités, de nombreuses questions se posent :

- Quels sont les différents besoins ?
- Pour quels types d'entreprises ?
- Combien de surface ?
- À quel endroit ?

AudéLor a réalisé une analyse de la demande, préalable incontournable à la construction d'une offre en zones d'activités qui soit adaptée et attractive.

### + d'infos

→ "La demande de foncier et de locaux d'activités dans le Pays de Lorient" communication n°30, AudéLor, décembre 2009

## Davantage d'extension que d'accueil

De 2003 à 2009, en dehors des mutations au sein des bâtiments, 255 entreprises se sont implantées dans les ZA du Pays de Lorient sur des terrains nouveaux ou vacants. Plus des trois quarts de ces implantations ont été le fait d'entreprises locales : elles ont eu besoin de s'agrandir ou de renouveler leurs locaux ; les anciens locaux n'étaient plus adaptés à l'activité ; la volonté de changement est parfois motivée par des raisons financières ou juridiques (baux précaires, accès à la propriété).

Pour certaines petites entreprises, l'implantation en zone d'activités a correspondu à un repositionnement quand la localisation dans le tissu urbain ou l'utilisation du domicile pour exercer l'activité était devenue inadéquate.

Les zones d'activités, supports du développement économique local, doivent donc à la fois permettre l'accueil d'entreprises extérieures et répondre aux besoins d'extension et de modernisation des entreprises locales.

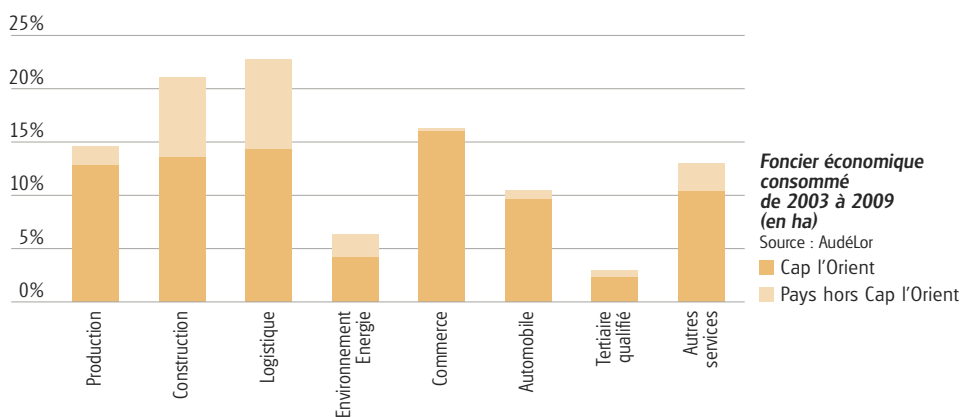
Plus de la moitié (60%) du foncier économique consommé de 2003 à 2009 l'a été par le secteur productif au sens large : production, construction, logistique. Le secteur commercial (commerce+automobile) représente environ un quart de la consommation.

### ENTREPRISES LOCALES

# 3/4

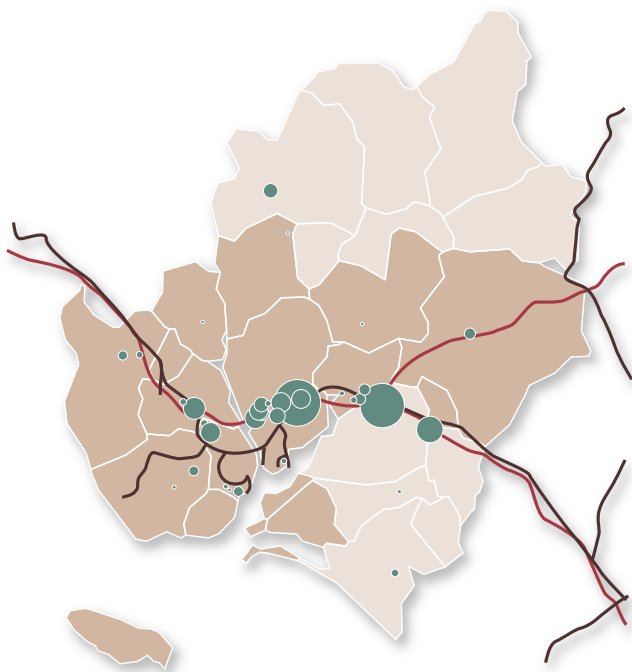
### DES IMPLANTATIONS

Entre 2003 et 2009, plus de trois-quarts des implantations sont le fait d'entreprises locales.



## Un besoin de 18 ha par an sur le Pays

Dans le Pays de Lorient, la consommation annuelle moyenne de foncier économique sur la période 2003-2009 est de 18 ha (dont 14 ha sur Cap l'Orient) et la construction de bâtiment de l'ordre de 60 000 m<sup>2</sup> annuels. Onze zones, dont cinq sont situées sur le pôle Caudan Lanester, représentent à elles seules 72% de la consommation de foncier économique.



### ATTRACTIVITÉ

## L'Est

### L'EMPORTE

La demande des entreprises est plus forte à l'Est du Pays, en direction de Vannes, Rennes, Nantes et du territoire national.

### Consommation foncière par zone d'activités depuis 2003

Source : AudéLor Sitadel

Cette moyenne correspond à une tendance de long terme puisque les travaux du SCoT ont montré que, depuis les années 60, la consommation se situe autour de ce chiffre.

En conséquence, la réponse à la demande des entreprises suppose l'existence de nombreux terrains encore disponibles ou bien une croissance significative de l'offre de zones d'activités (et donc l'aménagement de nouvelles zones).

## Les critères prioritaires d'implantation

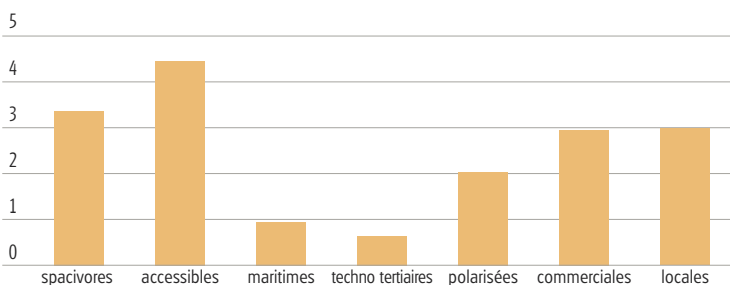
La demande des entreprises en matière de localisation est diversifiée. Cela ne tient pas qu'aux différences entre secteurs d'activités. D'autres critères entrent en ligne de compte tels que la taille de l'entreprise, son type de clientèle ou son type de marché. Ainsi, une entreprise du secteur de la construction peut retenir comme critère d'implantation principal la proximité, la centralité du marché ou bien l'accessibilité.

Globalement, sept profils d'entreprise se dégagent selon leurs priorités en termes de besoins de localisation.

**Les 7 familles**

	Besoins	Priorité
<b>Les Accessibles</b> parcelles de 0,5 ha à 2 ha <b>Les Spacivores</b> parcelles de 3 ha et plus	» Raccordement aux voies express, localisation hors de l'urbain, souhait de grandes parcelles, prix bas...	<b>Accessibilité</b>
<b>Les Maritimes</b>	» Proximité de la mer et des infrastructures portuaires » Compétences techniques et tissu local	<b>Maritimité</b>
<b>Les Techno tertiaires</b>	» Centralité urbaine et sites emblématiques	<b>Centralité</b>
<b>Les Polarisées</b> <b>Les Commerciales</b>	» Centralité de la zone de chalandise : recherche du barycentre du marché, visibilité, flux de passage des particuliers ou des entreprises	
<b>Les Locales</b>	» Proximité des clients actuels, maintien dans la commune, prix bas	<b>Proximité</b>

**Demande de foncier par type de profil en hectares. Estimation par an dans le Pays de Lorient**  
Source : AudéLor



Dans le Pays de Lorient, les accessibles et spacivores ne représentent que 20% des projets d'implantation, mais ils pèsent 45% des surfaces consommées. À l'inverse, les locales constituent un tiers des projets pour seulement 17% des surfaces consommées. Cette segmentation de la demande constitue un défi pour l'offre de zones d'activités : pour y répondre il conviendra de proposer des zones d'activités attractives pour chacun des profils.

## Les localisations préférées

Les zones de localisation préférentielle des entreprises varient suivant leur profil, si bien que le cumul des préférences dessine une carte de l'attractivité des différents espaces du Pays de Lorient. Pour les accessibles et spacivores, c'est l'accès direct aux routes nationales qui prime et l'est de l'agglomération bénéficie de l'attractivité la plus forte. Pour les polarisées et commerciales et en dehors du centre-ville de Lorient, la zone de prédilection s'étend du Mourillon à Kerpont. Le pôle de Kerpont (au sens large) connaît une forte pression de la part des entreprises car elle est à la fois très accessible et au barycentre de la zone de chalandise. Par ailleurs, la demande des entreprises paraît globalement plus forte à l'Est du Pays qu'à l'Ouest (proximité de Vannes, Rennes et Nantes et du territoire national).

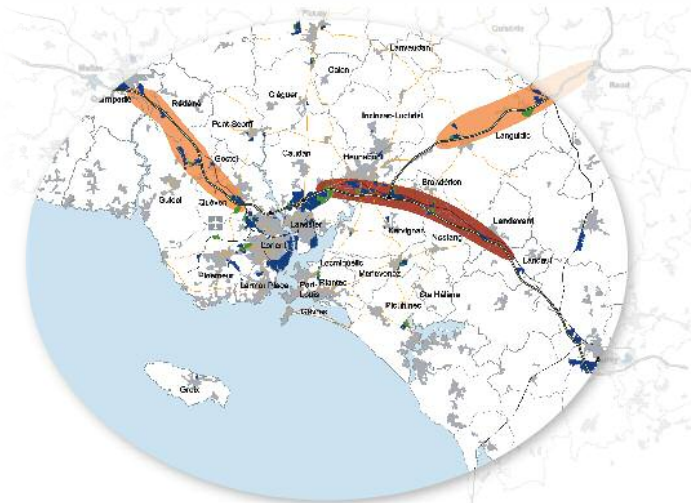
Enfin, si la ville centre garde un poids important dans l'économie du Pays, on assiste à un phénomène de desserrement des activités vers la 1<sup>ère</sup> couronne mais aussi de la 1<sup>ère</sup> couronne vers des sites plus éloignés dont une partie est située hors Cap l'Orient agglomération (22% des surfaces du foncier économique consommé).

### NOUVEAUX BÂTIMENTS

**60 000**

#### M<sup>2</sup> PAR AN

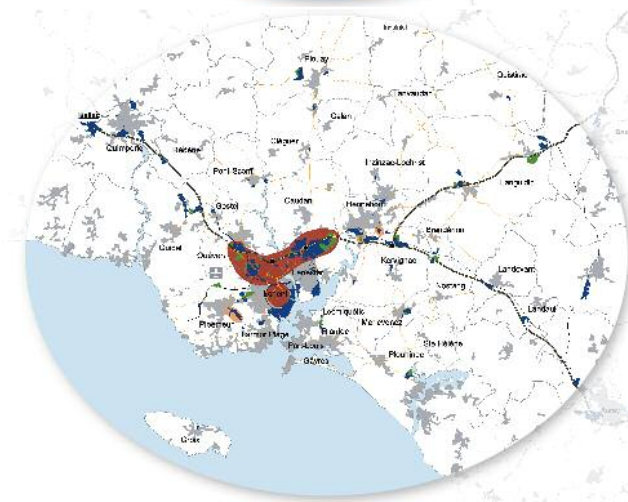
Sur la période 2003 - 2009, 60 000 m<sup>2</sup> de locaux professionnels ont été construits chaque année.



### Offre et demande sur le Pays de Lorient : les accessibles, spacieuses

Dans la zone de 20 kms autour d'un des 3 nœuds routiers

- Zones d'activités existantes
- Zones d'activités en projet
- Localisations préférentielles
- Autres localisations préférentielles



### Offre et demande sur le Pays de Lorient : les polarisées et commerciales

Dans la zone de 20 kms autour d'un des 3 nœuds routiers

- Zones d'activités existantes
- Zones d'activités en projet
- Localisations préférentielles
- Autres localisations préférentielles

## Quelques bons et mauvais points

L'enquête a également été mise à profit pour recueillir le point de vue des entreprises enquêtées sur divers sujets se rapportant à la vie économique du Pays. Celles-ci ont mis en évidence trois critères d'attractivité du Pays de Lorient : le cadre de vie (littoral...), la filière nautisme navale (logique de cluster) et la position centrale au sein du marché de la Bretagne Sud. Elles ont également exprimé une large satisfaction sur le développement du pôle course au large pour ses effets économiques et aussi en termes d'image. Mais, si la plupart des entreprises se disent satisfaites de leur implantation, elles ont fait part d'un certain nombre de critiques sur le manque de lisibilité des disponibilités foncières et de la répartition des compétences. Elles ont également signalé des points d'amélioration des zones d'activités, en particulier la signalétique (interzones et intrazone) et parfois la sécurité ou les questions d'aménagement (largeurs des voiries, stationnement, finition...).

### La méthode utilisée

L'enquête menée pour analyser la demande comportait trois volets :

**Une analyse du foncier économique consommé depuis 2003.** AudéLor a d'abord réalisé des relevés de terrain dans l'ensemble des ZA de juillet à octobre 2009. Il s'agissait d'identifier tous les terrains qui ont été occupés depuis 2003, date du relevé effectué dans l'atlas des zones d'activités du Pays de Lorient.

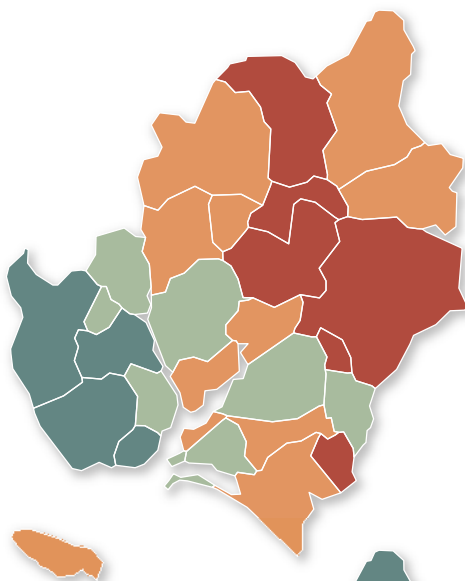
**Une analyse des bâtiments d'activité construits depuis 2002.** La source utilisée est le fichier SITADEL des permis de construire géré par la direction régionale de l'équipement. Il a été géolocalisé et traité par AudéLor.

**Une enquête qualitative auprès de 40 entreprises.** Réalisée par AudéLor avec l'appui de Cap l'Orient, elle avait pour but de mieux cerner les critères d'implantation et les besoins des entreprises du Pays en matière de foncier et de locaux.

## Focus sur trois catégories socio-professionnelles

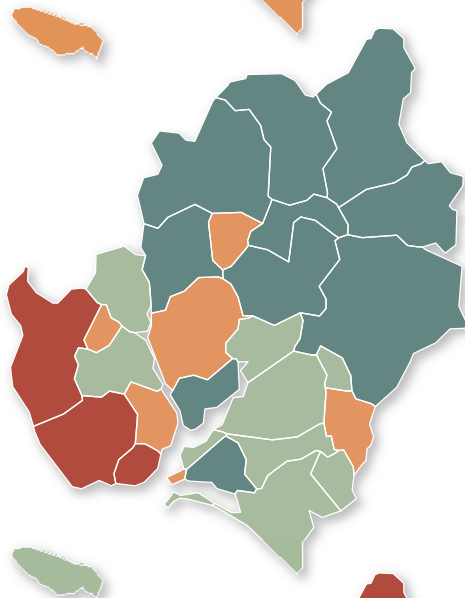
### Part des ouvriers dans la population active en 2006

Le nombre d'ouvriers est resté stable. Cependant, leur part dans la population active a baissé de 2 points entre 1999 et 2006 (28% à 26%). On assiste à une spécialisation du territoire : les ouvriers sont surreprésentés au Nord et à l'Est, et particulièrement dans six communes contre dix en 1999. Ce mouvement s'observe notamment sur les communes de Bellevue Blavet Océan dont l'urbanisation récente et l'accueil de population nouvelle ont modifié la structure sociale.



### Part des cadres dans la population active en 2006

Catégorie qui a fortement augmenté de 1999 à 2006 passant de 9,8% à 11,5% avec une croissance de près de 29% en terme d'effectifs. Passant de onze communes au-dessus de la moyenne à neuf, les cadres ont fortement augmenté mais ne se sont pas déployés sur le territoire. Ils se concentrent davantage sur les communes littorales ouest. La commune de Larmor-Plage accentue sa spécialisation en passant de 21% de cadres en 1999 à 27% en 2006.



### Part des artisans, commerçants et chefs d'entreprise dans la population active en 2006

La catégorie socio-professionnelle des artisans, commerçants et chefs d'entreprise est très hétérogène. Le niveau de qualification peut être de niveau 5 (CAP et BEP) comme de niveau 1 (doctorat, école d'ingénieur...). Les habitants exerçant des professions dans cette catégorie se concentrent sur le nord (communes où le niveau de revenus moyen est le plus bas) comme au sud (communes où le revenu moyen est le plus fort : Larmor-Plage et Plœmeur). Le caractère insulaire de Groix peut expliquer la forte proportion des indépendants.

